

# ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

## LOI RELATIVE AUX DROITS DE TIMBRE.

---

[AVEC TRADUCTION.]

---

(Enregistré sur les Records de l'île de Guernesey le  
16 janvier 1922.)



IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA  
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" COMPANY, LTD.,  
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,  
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,  
RUE DU BORDAGE.

1922.

I.  
1922.

## ORDRE EN CONSEIL.



À LA COUR ROYALE DE L'ÎLE DE GUERNESEY.

*Le 16 janvier 1922, pardevant Messire Edward Chepmell Ozanne, Chevalier, Baillif; présents: George Edward Kinnersly, Julius Bishop, Adolphus John Hocart, John Leale, Thomas William Mansell de Guérin, James Esten de Jersey, William de Prélaz Crousaz, Jean Allès Simon, John Ernest Dorey et John Roussel, écuyers, Jurés.*

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 22 décembre 1921, ratifiant un Projet de Loi intitulé "Loi relative aux Droits de Timbre"; la Cour, après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions du Procureur du Roi, a ordonné que le dit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île, duquel Ordre la teneur suit:—

**At the Court at Buckingham Palace,**

The 22nd day of December, 1921.

**Present,**

**The King's Most Excellent Majesty**

LORD STEWARD.

MR. SECRETARY SHORTT.

LORD SOUTHBOROUGH.

SIR FREDERICK PONSONBY.

**Whereas** there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the

Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 19th day of December, 1921, in the words following, viz. :—

“**Your Majesty** having been pleased, by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth (1) That the States Finance Committee, in their Report on the Budget for the year 1919, which was submitted to the States at a meeting held on the 12th February, 1919, in order to meet the deficit in Revenue Account recommended, *inter alia*, an increase of the Stamp Duty : (2) That on the aforesaid date, the States adopted a Resolution requesting the Finance Committee to prepare a scheme with a view to (a) The increase of the Stamp Duty, (b) The extension of the Stamp Duty upon legal instruments, documents and values other than those mentioned in the Law relating to Stamp Duty, 1905, and to report to the States ; (3) That, on the 24th day of March, 1920, the Report of the Finance Committee containing their Scheme was submitted to the States, and referred by that body to the Royal Court with a view to consolidating the Committee’s recommendations in a ‘*Projet de Loi*’ : (4) That, on the 2nd day of July, 1921, the Royal Court adopted, with certain modifications and additions, a ‘*Projet de Loi*,’ prepared by the Law Officers of the Crown, and based upon the recommendations of the Finance Committee, contained in their Report, and requested the Bailiff to submit the same to the States for their approval : (5) That on the 27th day of July, 1921, the said ‘*Projet de Loi*’ was, with certain slight modifications, approved by the States, and the President was requested to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Majesty’s Royal Sanction thereto : (6) That the said ‘*Projet de Loi*’ is intituled ‘*Loi relative aux Droits de Timbre*,’ and is in the

words and figures set forth in the Schedule to the said Petition : And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the said 'Projet de Loi' and to order and direct that the same shall have the force of law within the Island of Guernsey.

**"The Lords of the Committee**, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said Projet de Loi into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said Projet de Loi."

**His Majesty**, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

**And His Majesty** doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ALMERIC FITZROY.

**PROJET DE LOI referred to in the foregoing  
Order in Council.**

**LOI RELATIVE AUX DROITS DE TIMBRE.**

1.—La contribution du timbre est établie sur tous documents devant servir en cette Ile passés ou signés en tout ou en partie en cette Ile, ou en tout ou en partie hors de cette Ile, spécifiés à la Cédule ci-annexée et suivant le tarif y contenu.

2.—Les documents sujets au droit de timbre sont divisés en deux classes, savoir : la Classe A et la Classe B. La Classe A comprend les documents dont le timbre sera de la valeur de six pennis et au delà et lesquels documents seront certifiés par l'Officier compétent et porteront le timbre empreint et la date de son impression. Le porteur des documents de cette Classe sera exonéré de toute responsabilité en les faisant timbrer dans le délai voulu avec le timbre empreint ainsi certifié. La Classe B comprend les documents dont le timbre sera d'une valeur de moins de six pennis et pour lesquels documents un timbre mobile pourra être employé, à l'exception de formules timbrées d'avance telles que chèques, reçus, papier timbré, engagements envers le subrogé de l'Evêque, qui pourront porter le timbre empreint, mais n'étant pas certifiés et ne portant pas les indications qui doivent être marquées par l'Officier compétent, seront aux risques du porteur ou du signataire.

3.—Nul document ne portera un timbre empreint de six pennis ou au-delà sans être marqué par l'Officier compétent—

(a) de la date ;

(b) du montant du timbre ;

(c) des initiales de l'Officier ou d'une estampille du bureau du dit Officier.

4.—Tout document de la Classe A devra être timbré dans les deux mois de son émission ou de son arrivée dans l'Ile, et tout document de la Classe B

devra être timbré dans les huit jours de son émission ou de son arrivée dans l'île. Le porteur d'un document de la Classe A qui aura été exécuté en tout ou en partie hors de cette île, voulant le faire timbrer après les deux mois de son émission, devra livrer à l'Officier compétent une déclaration par écrit sous seing privé constatant que deux mois ne se sont pas écoulés depuis la première arrivée en cette île du dit document après son exécution.

Toute personne faisant une fausse déclaration à l'effet que dessus sera passible des peines de parjure.

5.—Toute personne recevant un document de la Classe B pourra elle-même le timbrer dans le temps spécifié à l'Article quatre.

6.—Le Greffier du Roi ou dans son absence son Député dûment sermenté sera pour le présent l'Officier compétent désigné à l'Article deux.

7.—Le timbre mobile doit être apposé sur le document et sera collé et immédiatement oblitéré par l'apposition sur le timbre de la signature ou des lettres initiales du créancier ou de celui qui donne reçu ou décharge ou de celui au profit duquel le document est créé, ou du représentant de telle personne, et la date de l'oblitération. Cette signature peut être remplacée par une griffe ou estampille apposée en encre faisant connaître le nom ou la raison sociale de la personne ou de la Société ou Compagnie tenue de fournir le timbre.

8.—Personne ne pourra estampiller des documents ou formes de documents avec l'empreinte officielle qu'en vertu d'une commission spéciale par écrit signée du Superviseur de la Chaussée et Trésorier des Etats, sous peine d'une amende à discrétion de Justice qui n'excèdera pas £50 stg.

9.—Dans le cas où un document quelconque sujet au timbre est produit devant la Cour, un Commis de la Cour ou aucun Officier ou fonctionnaire public, sans

que le timbre applicable au document y soit apposé, ou que le timbre apposé soit insuffisant, il ne pourra être reçu ou admis comme faisant preuve légale de son contenu excepté dans les procédures en crime.

10.—Le porteur d'un document non timbré ou insuffisamment timbré pourra y faire empreindre le timbre nécessaire contre paiement du dit timbre ou de la valeur qui manque, et de trois fois la valeur du dit timbre, ou de trois fois la valeur qui manque selon le cas.

11.—Toute personne qui enlèvera d'un document un timbre déjà utilisé avec l'intention de l'utiliser derechef, ou de le vendre ou offrir en vente dans le même but, ou qui fera usage sciemment d'un timbre déjà utilisé, pourra être traduit devant la Cour siégeant en Cour de Police Correctionnelle, et sera passible d'une amende qui n'excédera pas £50 stg., et à défaut de paiement à un terme d'emprisonnement n'excédant pas deux mois.

12.—Toute personne contrefaisant un timbre établi en vertu de cette Loi ou qui fera usage sciemment d'un timbre contrefait, sera coupable de félonie et passible des peines de faux.

13.—Toute personne omettant d'apposer dans le délai voulu par la Loi, un timbre suffisant à un document quelconque sujet au timbre sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £10 stg.

14.—Sera passible d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £10 stg.

- (1) Celui qui sciemment et frauduleusement omet ou néglige de narrer dans les documents, les faits et circonstances relatifs à la valeur de la transaction sur laquelle la valeur du timbre doit être basée.
- (2) Celui qui refuse ou néglige d'oblitérer un timbre mobile conformément à la Loi.

(3) Celui qui émet, transfère ou négocie aucun document sujet au timbre et non timbré, refuse de donner reçu ou acquit dûment timbré ou divise le montant d'une dette pour frustrer le revenu.

15.—Nul document sujet au timbre portant une date postérieure au 29 octobre 1903 ne sera reçu par le Greffier du Roi pour enregistrement s'il n'est pas timbré.

16.—Les Procurations signées hors de cette Ile sont sujettes au droit de timbre, mais nul terme n'est fixé pour les faire timbrer. Tout procureur pourtant devra faire timbrer sa procuration avant de s'en servir en cette Ile.

17.—Dans le cas où un document timbré n'aura pas servi, l'ayant droit pourra se faire rembourser par le Trésorier des États, la valeur des timbres y apposés ou empreints, déduction faite de Cinq pour cent contre livraison du document en question, pourvu que la demande en remboursement soit faite dans les deux ans à compter de la date du dit document.

18.—Dans les documents où la valeur de la considération n'est pas clairement mentionnée en argent, telles que "actions" ou "louages de carrière" il doit y être déclaré que telle valeur n'excède pas une certaine somme, sur laquelle somme les droits de timbre seront calculés.

19.—Toute personne non exemptée du droit de timbre, faisant une transaction avec une autre personne exemptée du droit de timbre, paiera sur la partie correspondante du document ayant rapport à la dite transaction, les droits qui seraient payables si l'autre partie du dit document était sujette à payer un droit de timbre.

20.—Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux États.

21.—La Cour Royale est autorisée à passer telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires pour la mise en exécution de la présente Loi.

22.—Sont et demeurent rappelées un mois après l'enregistrement de la présente Loi—

(a) La Loi relative aux Droits de Timbre, sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil le onze juillet 1905, enregistré sur les Records de cette Ile le 25 juillet 1905 sans préjudice à toute infraction commise en contravention à la dite Loi.

(b) La Loi supplémentaire relative aux Droits de Timbre, sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du douze août 1913, enregistré sur les Records de cette Ile le 30 août 1913.

#### CÉDULE.

	s	d.
1.—Sur toute acquisition ou transfert de propriété immobilière entre vifs, prise-à-rente, délaissances, hypothèque, acquêt, assignation, constitution et amortissement de rente par quartier .....	2	6

Pourvu toutefois qu'une rente sur laquelle le droit de timbre aura été payé sera exemptée de tout droit de timbre lorsqu'elle sera rachetée.

Dans les documents où la valeur n'est pas désignée entièrement en quartiers de froment, Deux cent quatre-vingt quatorze livres tournois ou Vingt livres stg. seront censés équivaloir à un quartier de froment.

Les rentes telles que chapons, poules, œufs, pour les besoins de cette loi, seront censées équivaloir à un demi quartier de froment.

Toute fraction d'un quartier de deux boisseaux ou au-dessous comptera pour un demi-quartier, et toute fraction d'un quartier au-dessus de deux boisseaux comptera pour un quartier.

2.—Sur toute copie authentique au-delà de la première de documents mentionnés à l'article

précédent, sur toute collation de contrat ou de Partage signé des Jurés, et sur toute lettre sous le sceau de ce Bailliage ..... 2 6

3.—Sur tout extrait du livre des contrats certifié par le Greffier ou son Député ..... 2 6

4.—Sur tout contrat de mariage signé en cette Ile ou enregistré sur les records de cette Ile, sur la première copie ..... 5 0

Sur toute autre copie de contrat de mariage. 1 0

5.—Sur tout document, en vertu duquel il est stipulé que des argents ou des fonds sont ou seront placés en fidéicomis, par chaque Cent livres stg. ou partie de Cent livres stg. .... 5 0

Pourvu toutefois que dans le cas d'un transfert d'argents ou de fonds par des fidéicommissaires à d'autres fidéicommissaires lorsque les droits ci-dessus mentionnés ont été payés sur le document qui a créé le fidéicomis, il ne sera payé qu'un droit de dix chelins sur le document qui porte la nomination du nouveau fidéicommissaire ou des nouveaux fidéicommissaires.

6.—Sur toute donation entre vifs d'Immeubles, sur la valeur qui devra être déclarée dans le contrat, suivant le tarif mentionné à l'Article 1 de cette Cédule. La valeur ainsi déclarée ne sera pas moins que celle portée au Cadastre.

7.—Sur tout échange d'immeubles chaque acquéreur payera sur la valeur par lui acquise en échange, laquelle valeur devra être déclarée dans le contrat, suivant le tarif mentionné à l'Article 1 de cette Cédule. La valeur ainsi déclarée ne sera pas moins que celle portée au Cadastre.

8.—Sur tout Partage de propriété immobilière, sur le montant net de chaque bille par quartier ..... 2 6

Dans le cas où le partage n'est pas basé sur des valeurs liquides la valeur de chaque bille sera déclarée dans le partage comme est spécifié à l'Article précédent.

9.—Sur tout Acte de Cour (tel que retrait, saisi propriétairement), transférant de la propriété immobilière lors de l'enregistrement sur le livre des contrats ..... 10 0

10.—Sur toute disposition testamentaire d'Immeubles lors de son enregistrement (testament avec ou sans codicille) ..... 10 0

11.—Sur tout accord ou engagement non spécialement indiqué dans ce tarif ..... 0 6

12.—Louages de propriété immobilière autre que ceux mentionnés à l'Article 13 :—

Sur tout louage

(a) pour un terme n'excédant pas un an et non renouvelable au-delà d'un an :—

Si le loyer est à un taux qui n'excéderait pas £10 stg. par an ..... 0 2

Si le loyer est à un taux qui excéderait £10 stg. par an, sur le montant total de loyer calculé sur le plus long terme accordé entre les parties :—

Loyer total n'excédant pas £20 stg. .... 1 0

Loyer excédant £20 stg., mais n'excédant pas £30 stg. .... 1 6

Loyer total excédant £30 stg. mais n'excédant pas £50 stg. .... 3 0

(b) Pour un terme excédant un an renouvelable au-delà d'un an :—

Loyer annuel n'excédant pas	Terme n'excédant pas		Terme excédant 21 ans ou incertain.
	3 ans.	21 ans.	
£10 .....	1/-	2/-	3/-
£20 .....	2/-	4/-	6/-
£30 .....	3/-	6/-	9/-
£50 .....	4/-	8/-	12/-

Loyer annuel excédant £50, par £50 stg. ou partie de £50 stg.

— ..... 4/- ..... 8/- ..... 12/-

Lorsqu'un louage est fait pour un terme de moins d'un an, il sera timbré proportionnellement par mois sur le montant du loyer annuel, partie d'un mois comptant pour un mois.

Une assignation ou transfert ou renouvellement ou prolongation de louage paiera les mêmes droits de timbre qu'un louage pour le terme qui reste à courir ou le terme de renouvellement ou prolongation selon le cas.

13.—Louages de carrières et louages de semblable nature, sur la somme qui doit être déclarée dans le dit louage comme étant la valeur du loyer annuel :—

Loyer annuel n'excédant pas £50 stg.....	12	0
Loyer annuel excédant £50, par £50 ou partie de £50 stg .....	8	0

14.—Louages de meubles avec acquisition de propriété ( <i>hire purchase</i> ) .....	0	6
Louages de travail .....	0	6

15.—Sur toute obligation, ainsi que sur tout Acte de Cour ou autre document enregistré au Greffe sur le livre des contrats, ayant l'effet de donner une préférence sur les Immeubles d'un débiteur, et sur toute reconnaissance sous seing privé.

Sur le montant par £25 stg. ou partie de £25 stg.....	1	0
---	---	---

Si un timbre de la valeur spécifiée dans le tarif a déjà été payé sur le document ayant référence à la créance, la pièce enregistrée ne paiera que 6d., mais s'il s'agit d'une créance, sur laquelle un timbre de la dite valeur n'aura pas été payé, il sera payé lors de l'enregistrement, la différence du timbre sur la dite créance et la valeur du timbre porté dans ce tarif et en plus la somme de 6d.

Sur tout transfert d'obligation ou autre créance mobilière, par £25 ou partie de £25 calculée sur la considération.....	1	0
---	---	---

16.—Sur tout certificat d'usage, lettres d'administration et reconnaissance de Testament de Meubles .....	10	0
17.—Sur toute procuration spéciale angliee "Proxy" qui doit servir en cette Ile pour une seule assemblée et ses ajournements .....	0	2
Sur toute autre procuration avant d'être usitée	2	6
Sur toute substitution de procuration .....	1	0
18.—Sur toute Police d'assurance signée ou émise en cette Ile .....	0	2
19.—(a) Sur tout transfert d'actions par transmission, partage ou transfert par un héritier principal, exécuteur ou administrateur ou entre fidéicommissaires.....	1	0
(b) Sur tout autre transfert d'actions d'une Société enregistrée en cette Ile :--		
Sur le montant payé, par £25 stg. ou partie de £25 stg.....	1	0
20.—Sur tout reçu ou acquit signé en cette Ile pour une valeur de £2 stg. et au-dessus .....	0	1
21.—Sur tout renouvellement d'obligation ou autre pièce semblable ayant l'effet d'interrompre la prescription.....	1	0
22.—Sur tout engagement pris envers le Subrogé de l'Evêque par les parties à une licence de mariage ou par un administrateur d'une succession .....	1	0
23.—Sur tout chèque, billet de banque, et sur toute lettre de change émise en cette Ile et sur toute autre lettre de change avant d'être usitée en cette Ile .....	0	1
24.—Sur tout billet-à-ordre (promissory note), pour chaque £10 sterling, ou partie de £10 stg. ....	0	1
25.—Sur toute traite de banquier émanant de cette Ile .....	0	1

26.—Sur tout certificat de naissance, de baptême, de mariage ou de décès, émanant de cette Ile .....	0	1
27.—Sur tout Acte de Société lors de son enregistrement dans le Registre des Sociétés établies avec responsabilité limitée, sur le montant du capital nominal par £100 stg.....	1	0
28.—Sur tout accroissement de Capital d'une Société enregistrée, par £100 stg. ou partie de £100 stg.....	1	0
29.—Sur toute émission de reconnaissance de dettes dite "Debenture" ou "Debenture Stock" d'une Société enregistrée en cette Ile, par £100 stg. ou partie de £100 stg.....	2	6
30.—Sur tout Acte de Cour déclarant une demande antérieure et préférable dans une saisie, lors enregistré .....	2	6
En plus dans le cas où une demande déclarée antérieure et préférable dans une saisie ne serait pas basée sur un document timbré, il sera payé lors de son enregistrement par £100 stg. ou partie de £100 stg.....	2	6
31.—Sur toute réforme, ajoutation ou amendement de contrat passé devant Justice ou Jurés..	0	6
32.—Sur toute cassation de contrat passée devant Justice ou Jurés .....	2	6
33.—Sur toute requête présentée à la Cour...	2	6
34.—Sur tout congé donné par un Seigneur de Fief, autre que Sa Majesté—par quartier.....	1	0

### EXEMPTIONS.

Sont exemptés du Droit de Timbre :—

1.—Tous reçus ou acquits pour argent ou pour effets à l'encaissement déposés dans une Banque et dont le produit est destiné à être retiré au moyen de chèques.

2.—Tous Billets de Banque des Banques qui auront fait ou qui feront un accord avec les Etats pour paiement des Droits de Timbre par autre voie ou moyen.

3.—Tous Billets de change ou Billets-à-ordre entre Banquiers.

4.—Tous chèques tirés pour transférer un montant d'un compte d'une personne à son autre compte dans la même Banque.

5.—Tous reçus ou acquits entre principal et employé pour des argents reçus et payés par tel employé pour le compte du principal.

6.—Tous paiements faits à ou par des Fonds ou des Sociétés de Bienfaisance ou Charitables ; à ou par des Caisses d'Épargnes ; et tous reçus et acquits entre les Officiers ou employés d'une Société de Secours Mutuels (Friendly Society) et tous documents passés en faveur une telle Société.

7.—Tous documents passés ou signés au profit des États de cette Ile ou du Gouvernement de Sa Majesté.

8.—Tous paiements et reçus d'une nature purement Militaire faits par ou pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté, soit aux Officiers et soldats de l'armée de Sa Majesté en garnison dans l'Ile de Guernesey, soit aux Officiers et soldats de la Milice Royale de l'Ile de Guernesey, soit aux subordonnés non militaires employés dans cette Ile du Gouvernement de Sa Majesté.

9.—Tous reçus pour gages et salaires.

(Extrait des Registres),

QUERTIER LE PELLEY,  
Greffier du Roi.

*Translation of "Law relating to Stamp Duty,"  
approved by Order in Council of the 22nd December,  
1921.*

1. Stamp Duty is compulsory on all documents intended to be used in this Island, passed or signed wholly or in part within this Island, or wholly or in part out of this Island, and specified in the Schedule hereunto annexed, according to the Tariff therein contained.

2. Documents liable to stamp duty are divided into two Classes, Class A and Class B. Class A comprises documents where the value of the stamp is sixpence or over, which document shall be certified by the competent officer, and shall bear the impressed stamp with the date of impression. The bearer of documents of this Class shall be free of all responsibility by having them stamped within the prescribed time with the impressed stamp so certified. Class B comprises documents where the value of the stamp is less than sixpence, and for which documents an adhesive stamp may be used, except on forms stamped in advance, such as cheques, receipts, stamped paper, bonds exacted by the Bishop's Surrogate, which may bear the impressed stamp, but as these bonds are not certified and do not bear the indications required to be marked by the competent officer, they shall be at the bearer's or signatory's risk.

3. No document shall bear an impressed stamp of the value of sixpence or upwards without being marked by the competent officer with—

- (a) the date;
- (b) the amount of the stamp;
- (c) the initials of the Officer, or with the Office stamp of the said Officer.

4. Every document under Class A shall be stamped within two months of its issue or its arrival in the Island, and every document under Class B shall be stamped within eight days of its issue or its arrival in the Island. The bearer of a document

under Class A executed wholly or in part out of this Island wishing to have it stamped after two months of its issue, shall deliver to the competent Officer a signed declaration in writing stating that two months have not elapsed since the arrival in the Island for the first time of the said document after its execution.

Any person making a false declaration to the above effect shall be liable to the penalties of perjury.

5. Any person receiving a document under Class B may stamp it himself within the period prescribed in Article 4.

6. The King's Greffier, or in his absence his Deputy, duly sworn, shall for the present be the competent Officer mentioned in Article 2.

7. The adhesive stamp must be affixed to and stuck on the document and immediately obliterated by affixing on the stamp the signature or the initials of the creditor or of the person who gives the receipt or discharge, or of the person in whose favour the document is made, or of the representative of such person, together with the date of obliteration. This signature may be replaced by a stamped signature or stamp applied in ink, indicating the name of the person or of the partnership or Company whose duty it is to provide the stamp.

8. No one may stamp documents or documentary forms with the official impressed stamp except by virtue of a special commission in writing signed by the Supervisor of the Harbour and Treasurer of the States under penalty of a fine not exceeding £50 stg., at the discretion of the Court.

9. When any document liable to stamp duty is produced before the Court, a Clerk of the Court, or any public official or functionary, without having been duly stamped, or is insufficiently stamped, it cannot be received or admitted as legal proof of its contents except in criminal proceedings.

10. The bearer of an unstamped or insufficiently stamped document may have the necessary stamp impressed thereon upon payment of the said stamp, or of the value which is missing (as the case may be), and three times the value of the said stamp, or three times the value which is missing, as the case may be.

11. Anyone who takes from a document a stamp which has been already used with the intention of using it again, or of selling it or offering it for sale for the same purpose, or who knowingly makes use of a stamp which has already been used, may be produced before the Court sitting as a Police Court, and shall be liable to a fine not exceeding £50 sterling, and in default of payment to a term of imprisonment not exceeding two months.

12. Anyone counterfeiting a stamp required by virtue of this Law, or who knowingly uses a counterfeit stamp, shall be guilty of felony and liable to the penalties of forgery.

13. Anyone omitting within the time allowed by law to affix the required stamp to any document liable to stamp duty, shall be liable at the discretion of the Court to a fine not exceeding £10 stg.

14. Shall be liable to a fine not exceeding £10 stg. at the discretion of the Court:—

- (1) Any person who knowingly and fraudently omits or neglects to state the facts and circumstances relating to the value of the transaction upon which the value of the stamp must be based.
- (2) An person who refuses or neglects to obliterate an adhesive stamp in conformity with the Law.
- (3) Any person who utters, transfers or negotiates unstamped any document liable to stamp duty, or refuses to give a receipt or discharge duly stamped, or who divides the amount of a debt in order to evade the revenue.

15. No document liable to stamp duty, bearing a later date than the 29th October, 1903, shall be received by H.M.'s Greffier for registration if it is not stamped.

16. Powers of Attorney signed out of this Island are liable to stamp duty, but no term is fixed for the stamping thereof. An Attorney must have his Power of Attorney stamped before making use of it in this Island.

17. In the event of a stamped document not being used, the person entitled thereto may obtain reimbursement from the Treasurer of the States of the value of the stamps thereon affixed or impressed,

less a deduction of five per centum, upon delivering up the document in question, provided always that the demand for reimbursement be made within two years from the date of the said document.

18. In documents where the value of the consideration is not clearly mentioned in money, such as shares or quarry leases, the document must contain a declaration that such value does not exceed a certain sum, upon which sum the stamp duty shall be calculated.

19. Any person not exempted from stamp duty making a transaction with another person who is exempt from stamp duty, shall pay stamp duty upon the corresponding part of the document relating to the said transaction the duty which would be payable if the other part of the said document were liable to pay stamp duty.

20. The fines shall be applicable one-half to His Majesty and one-half to the States.

21. The Royal Court is authorized to pass such Ordinances as it may deem necessary for the execution of the present law.

22. Are and hereby remain repealed one month after the registration of the present Law—

(a) The Law relating to Stamp Duties sanctioned by an Order of His Majesty in Council of the 11th day of July, 1905, registered on the Records of this Island on the 25th day of July, 1905, without prejudice to any infringement committed in contravention of the said Law;

(b) The Law supplemental to the Law relating to Stamp Duties sanctioned by an Order of His Majesty in Council of the 12th day of August, 1913, registered on the Records of this Island on the 30th day of August, 1913.

#### SCHEDULE.

s. d.

1. On every acquisition or transfer of realty between living persons, purchase of real property, cession, mortgage, purchase, assignment, creation and redemption of rente per quarter .....	2	6
--	---	---

Provided always that a rente upon which the stamp duty has been paid shall be exempt from stamp duty when redeemed.

In documents where the value is not indicated entirely in quarters of wheat, Two hundred and ninety-four livres tournois or Twenty pounds sterling shall be deemed to be equivalent to one quarter of wheat.

Rentes such as capons, fowls and eggs, for the purposes of this Law, shall be deemed to be equivalent to one-half a quarter of wheat, and any fraction of a quarter of two bushels and under shall count as half a quarter, and any fraction of a quarter above two bushels shall count as a quarter.

2. On every authentic copy after the first copy of documents mentioned in the preceding article, on every collation of a contract or partition deed signed by the Jurats, and on every letter under the seal of the Bailiwick.. 2 6

3. On every extract from the Book of Contracts certified by the Greffier or his Deputy 2 6

4. On every marriage contract signed in this Island or registered on the Records of this Island, on the first copy ..... 5 0

On every additional copy of a marriage contract ..... 1 0

5. On every document stipulating that money or funds are or are to be placed in trust, for each One hundred pounds sterling or part of One hundred pounds sterling ..... 5 0

Provided always that in the case of the transfer of money or funds by trustees to other trustees, when the duty above-mentioned has been paid upon the document which has created the trust, a duty of Ten shillings only shall be paid on the document which bears the appointment of the new trustee or trustees.

6. Upon every donation of realty, between living persons, upon the value which must be declared in the contract; according to the tariff mentioned in Article 1 of this Schedule. The value so declared must not be less than that stated in the Cadastre.

7. Upon every exchange of real property, each party shall pay upon the value by him acquired in exchange, which value must be set out in the contract; according to the tariff mentioned in Article 1 of this Schedule. The value so declared must not be less than that stated in the Cadastre.

8. On every deed of partition of real property, upon the net amount of each lot per quarter ..... 2 6

Where the deed of partition is not based upon an estimated value, the value of each lot shall be set out in the deed as specified in the preceding Article.

9. On every Act of Court (such as "retrait," "saisi propriétairement,") transferring real property, at the time of its registration in the book of Contracts ..... 10 0

10. On every testamentary disposition of real property at the time of its registration (a Will with or without codicil) ..... 10 0

11. On every agreement or undertaking not specially set out in this tariff ..... 0 6

12. Leases of real property other than those mentioned in Article 13:—

On every lease

(a) for a term not exceeding one year and not renewable beyond one year:

If the rent does not exceed £10 stg. per annum ..... 0 2

If the rent exceeds £10 stg. per annum, on the total amount of rent calculated on the longest term agreed upon between the parties:

Total rent not exceeding £20 stg. .... 1 0

Total rent exceeding £20 stg. but not exceeding £30 stg. .... 1 6

Total rent exceeding £30 stg. but not exceeding £50 stg. .... 3 0

(b) For a term exceeding one year renewable for a period of over one year:—

		Term exceeding	
Annual rent not exceeding.	Term not exceeding 3 years.	21 years.	21 years or uncertain.

£10 .....	1/-	2/-	3/-
£20 .....	2/-	4/-	6/-
£30 .....	3/-	6/-	9/-
£50 .....	4/-	8/-	12/-

Annual rent exceeding £50, per £50 stg. or part of £50 stg.	4/-	8/-	12/-
---	-----	-----	------

When a lease is made for a term of less than one year, it shall be stamped proportionately per month on the amount of the annual rent, part of a month reckoning as one month.

An assignment or transfer or renewal or prolongation of a lease shall pay the same stamp duty as a lease for the unexpired term or the term of renewal or prolongation as the case may be.

13. Quarry leases and leases of a like nature, upon the sum which has to be set out in the said lease as being the value of the annual rent:—

Annual Rent not exceeding £50 stg. ....	12	0
Annual Rent exceeding £50 stg., per £50 or part of £50 stg. ....	8	0
14. Hire purchase .....	0	6
Hire of Labour .....	0	6

15. Upon every bond as well as on every Act of Court, or other document registered at the Greffe upon the Contract Book having the effect of giving preference on the Realty of a debtor, and upon every signed acknowledgment.

On an amount of £25 stg. or part of £25 stg. ....

	1	0
--	---	---

If a stamp of the value specified in the tariff has already been paid upon the document which has reference to the debt, the registered document shall pay only 6d., but if it be a debt upon which a stamp of the said value has not been paid, there shall be paid upon registration the difference of the stamp upon the said debt and the value of the stamp set out in this tariff, and the sum of 6d. in addition.

Upon every transfer of a bond or other debt of personalty per £25 or part of £25 calculated upon the consideration .....

	1	0
--	---	---

16. Upon every declaration of the Court as to use and custom (certificat d'usage), letters of administration and probate of Will of of Personalty .....

	10	0
--	----	---

17. Upon every special Power of Attorney (Proxy) for a single meeting and its adjournments .....

	0	2
--	---	---

· Upon every other Power of Attorney before being used .....	2	6
Upon every substitution of a Power of Attorney .....	1	0
18. Upon every Insurance Policy signed or issued in this Island .....	0	2
19.—(a) Upon every transfer of shares by transmission, division or transfer by a principal heir, executor, or administrator, or between trustees .....	1	0
(b) Upon any other transfer of shares of a Company registered in this Island:—		
Upon the amount paid, per £25 stg. or part of £25 stg. ....	1	0
20. Upon every receipt or release signed in this Island for a value of £2 stg. and upwards	0	1
21. Upon every renewal of a bond or other similar document having the effect of interrupting prescription .....	1	0
22. Upon every bond given to the Bishop's Surrogate by the parties to a marriage licence or by an administrator of a succession .....	1	0
23. Upon all cheques, bank notes, and upon every bill of exchange issued in this Island, and upon every other bill of exchange before being used in this Island .....	0	1
24. Upon every promissory note for every £10 stg. or part of £10 stg. ....	0	1
25. Upon every bankers' draft issued in this Island .....	0	1
26. Upon every certificate of birth, baptism, marriage or death, issued in this Island	0	1
27. Upon every Memorandum of Association at the time of its registration on the register of Limited Liability Companies, on the amount of the nominal capital per £100 stg.	1	0
28. Upon every increase of Capital of a Company registered, per £100 stg. or part of £100 stg. ....	1	0
29. Upon every issue of Debentures or Debenture Stock of a Company registered in this Island, per £100 stg. or part of £100 stg....	2	6

30. Upon every Act of Court declaring an anterior and preferential claim in a "saisie" when registered .....	2	6
Moreover where a claim declared anterior and preferential in a "saisie" is not based upon a stamped document, there shall be paid upon its registration per £100 or part of £100 stg. ....	2	6
31. Upon every reform, addition or amendment of a contract passed before Justice or Jurats .....	0	6
32. Upon every amendment of a contract passed before Justice or Jurats .....	2	6
33. Upon every Petition presented to the Court .....	2	6
34. Upon every "congé" given by a Seigneur of a Fief, other than His Majesty—per quarter .....	1	0

#### EXEMPTIONS.

The following shall be exempted from Stamp Duty:—

1. All receipts or relases for money or for bills deposited in a bank for collection with the intention of withdrawing the proceeds by means of cheques.
2. All bank notes issued by the Banks which have made or shall make an arrangement with the States for the payment of the stamp duties by other ways or means.
3. All bills of exchange or promissory notes between bankers.
4. All cheques drawn by a person to transfer an amount from one to another of his or her accounts in the same bank.
5. All receipts or discharges between a principal and an employee for monies received and paid by such employee for the principal.
6. All payments made to or by Benevolent or Charitable Funds or Societies; to or by Savings Banks; and all receipts and releases between the *Officials or Employees* of a *Friendly Society* and all documents passed in favour of such Society.
7. All documents passed or signed in favour of the States of this Island and of His Majesty's Government.

8. All payments and receipts of a purely Military nature made by or for the account of His Majesty's Government, either to Officers and Soldiers of His Majesty's Army in garrison in the Island of Guernsey, or to Officers and Soldiers of the Royal Guernsey Militia or to non-military subordinates employed in this Island by His Majesty's Government.

9. All receipts for wages and salaries.